

La Faillite de la IIe Internationale

Le texte d'origine a été rédigé par Lénine en mai-juin 1915. Le mouvement ouvrier venait de subir un coup très dur : la plupart des grandes organisations révolutionnaires ayant trahi la cause ouvrière au moment de la déclaration de la guerre de 1914.

Nous avons voulu rendre ce texte accessible aisément pour un ouvrier d'aujourd'hui. Si, dans le texte original, certaines formules, certains styles de rédaction, et surtout les références (noms, monnaies, exemples) sont dépassés et rendent la lecture difficile, le fond et les idées restent entièrement d'actualité.

Lénine écrivait pour donner des armes aux travailleurs, pour préparer les luttes d'émancipation. Notre souhait est que ces "**Extraits**" redeviennent une des armes qui manquent cruellement au monde du travail.

Nous avons choisi de procéder uniquement à des coupures, souvent très courtes (parfois un mot), certaines plus longues (plusieurs paragraphes) en veillant à conserver chacune des idées essentielles ainsi que le déroulement de l'ensemble, et en cherchant à concentrer l'attention sur la démonstration voulue par Lénine. Nous n'avons ajouté que les titres des chapitres.

Pour les ouvriers conscients, le socialisme est une conviction sérieuse, et non un masque commode. La faillite de l'Internationale, pour eux, c'est le reniement révoltant par la plupart des partis social-démocrates officiels de leurs convictions, des déclarations les plus solennelles faites dans les discours aux congrès internationaux, etc. Ceux-là seuls peuvent ne pas voir cette trahison qui *ne veulent pas* la voir, qui n'y ont pas intérêt.

Pour formuler la chose d'une manière scientifique, c'est-à-dire du point de vue du rapport entre les classes de la société contemporaine, nous devons dire que la plupart des partis social-démocrates, avec à leur tête, en tout premier lieu, le plus grand et le plus influent des partis de la IIe Internationale, le parti allemand, se sont rangés du côté de leur état-major général, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie, contre le prolétariat. C'est là un événement d'une portée historique mondiale, et l'on ne saurait faire autrement que de l'analyser sous ses aspects les plus divers.

Il est reconnu de longue date que les guerres, malgré toutes les horreurs et les calamités qu'elles entraînent, sont utiles dans une mesure plus ou moins grande en ce sens qu'elles dévoilent, dénoncent et détruisent implacablement, dans les institutions humaines, bien des éléments pourris, périmés. La guerre européenne de 1914 a commencé, elle aussi, à être d'une utilité indubitable pour l'humanité, car elle a montré à la classe avancée des pays civilisés qu'un hideux abcès purulent est près de crever dans ses partis, et qu'il se dégage on ne sait d'où une insupportable puanteur cadavérique.

Existe-t-il des données concrètes permettant de savoir comment, avant la guerre actuelle et en prévision de celle-ci, les partis socialistes envisageaient leurs tâches et leur tactique ? Oui, incontestablement. C'est la résolution du Congrès socialiste international de Bâle de 1912, que nous reproduisons, avec la résolution du congrès social-démocrate allemand de la même année, comme un rappel des «paroles oubliées» du socialisme. Les résolutions les plus «à gauche», archirévolutionnaires même, et puis leur oubli le plus impudent ou leur reniement, voilà une des manifestations les plus frappantes de la faillite de l'Internationale.

Kautsky est semblable à Plékhanov : citant le manifeste de Bâle, il en *omet* tous les passages révolutionnaires (c'est-à-dire tout son contenu essentiel !), probablement sous prétexte des interdictions de la censure... La police et les autorités militaires, dont la censure interdit de parler de la lutte des classes et de la révolution, viennent «très opportunément» en aide à ceux qui ont trahi le socialisme !

Mais peut-être le manifeste de Bâle est-il un appel vide de contenu, sans teneur précise, ni historique, ni tactique, qui puisse le rattacher absolument à la guerre concrète d'aujourd'hui ?

Bien au contraire. La résolution de Bâle parle *précisément* de cette guerre qui a éclaté, précisément de ces conflits *impérialistes* qui se sont déchaînés en 1914. Les conflits entre l'Autriche et la Serbie au sujet des Balkans, entre l'Autriche et l'Italie au sujet de l'Albanie, etc., entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet des débouchés et des colonies en général, entre la Russie et la Turquie, etc., au sujet de l'Arménie et de Constantinople, voilà ce dont parle la résolution de Bâle, en prévision justement de la guerre actuelle. A propos, très précisément, de la guerre actuelle entre les «grandes puissances européennes», la résolution de Bâle déclare qu'on ne peut «couvrir» cette guerre «du moindre prétexte d'intérêt national» !

La résolution de Bâle ne parle pas de la guerre nationale, de la guerre du peuple, dont on a vu des exemples en Europe et qui sont mêmes typiques pour la période 1789-1871, ni de la guerre révolutionnaire que les social-démocrates n'ont jamais juré de ne pas faire ; elle parle de la guerre actuelle, engagée sur le terrain de l'«impérialisme capitaliste» et des «intérêts dynastiques», sur le terrain de la «politique de conquêtes» des *deux* groupes de puissances belligérantes, du groupe austro-allemand comme du groupe anglo-franco-russe. Plékhanov, Kautsky et consorts trompent tout bonnement les ouvriers en reprenant le mensonge intéressé de la bourgeoisie de tous les pays, qui multiplie ses efforts pour présenter cette guerre de rapine impérialiste, coloniale, comme une guerre populaire, défensive (pour qui que ce soit), et en cherchant à la justifier par des exemples historiques relatifs à des guerres *non* impérialistes.

Ce n'est pas seulement un porte-parole d'une nation «alliée» par rapport à notre pays, le Français Delaisi, par exemple, dans sa brochure *La guerre qui vient* (1911 !), qui a expliqué d'une manière populaire le caractère spoliateur de la guerre actuelle également pour ce qui est de la bourgeoisie française. Il y a plus encore. Les délégués des partis prolétariens de tous les pays, ont unanimement et formellement exprimé, à Bâle, leur conviction inébranlable de l'imminence d'une guerre qui serait précisément d'un caractère impérialiste, et ils ont tiré de ce fait des conclusions *tactiques*. Les partis socialistes ne sont pas des clubs de discussion, mais des organisations du prolétariat en lutte, et lorsque des bataillons sont passés à l'ennemi, il faut les flétrir et les proclamer traîtres.

Mais peut-être les socialistes sincères se sont-ils prononcés pour la résolution de Bâle en supposant que la guerre créerait une situation révolutionnaire, et que les événements les ont démentis en montrant que la révolution s'est révélée impossible ?

Nous rencontrons ce genre d'«arguments», sous formes d'allusions chez presque tous les social-chauvins, Kautsky en tête. L'espoir d'une révolution s'est révélé illusoire !

Examinons quant au fond l'argument suivant lequel les auteurs du manifeste de Bâle avaient sincèrement supposé l'avènement de la révolution, mais se sont trouvés déçus dans leur attente par les événements. Le manifeste de Bâle dit : 1) que la guerre engendrera une crise économique et politique ; 2) que les ouvriers considéreront comme un crime de participer à la guerre, de «tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties, ou les combinaisons des traités secrets» ; que la guerre suscite parmi les ouvriers «l'indignation et la colère» ; 3) que cette crise et cet état d'esprit des ouvriers doivent être utilisés par les socialistes pour «agiter les couches populaires» et «précipiter la chute de la domination capitaliste» ; 4) que les «gouvernements» — tous sans exception — ne peuvent déclencher la guerre «sans péril pour eux-mêmes» ; 5) que les gouvernements «ont peur» de la «révolution prolétarienne» ; 6) que les gouvernements «feraient bien de se rappeler» la Commune de Paris (c'est-à-dire la guerre civile), la révolution de 1905 en Russie, etc.

Autant d'idées parfaitement claires ; elles ne contiennent pas la *garantie* que la révolution viendra ; l'accent y est mis sur la caractéristique exacte des *faits* et des *tendances*. Quiconque, à propos de ces idées et raisonnements, déclare que l'avènement attendu de la révolution s'est révélé une illusion, fait preuve à l'égard de la révolution d'une attitude non marxiste.

Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici : 1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du «sommet», crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que «la base ne veuille plus» vivre comme auparavant, mais il importe encore que «le sommet ne le puisse plus». 2) Aggravation plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. 3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes «pacifiques», mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble *que par le «sommet» lui-même*, vers une action historique indépendante.

C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. On a connu cette situation en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolutions en Occident ; mais elle a existé aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, de même qu'en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces moments-là.

Pourquoi ? Parce que la situation ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité en ce qui concerne la *classe* révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne «tombera» jamais, même à l'époque des crises, si on ne le «fait choir».

Telle est la conception marxiste de la révolution. La question est de savoir ce que présumait à cet égard le manifeste de Bâle de 1912 et ce qui est advenu en 1914-1915.

On présumait une situation révolutionnaire brièvement décrite par l'expression «crise économique et politique». Cette situation est-elle survenue ? Oui, sans nul doute : pas un des gouvernements n'est sûr du lendemain, pas un qui ne soit exposé à subir un krach financier, à être dépossédé de son territoire et expulsé de son pays (comme le gouvernement de Belgique s'est vu expulser du sien). Tous les gouvernements vivent sur un volcan ; tous en appellent *eux-mêmes* à l'initiative et à l'héroïsme des masses. Le régime politique européen se trouve entièrement ébranlé, et nul ne s'avisera, à coup sûr, que nous sommes entrés dans une époque de grands ébranlements politiques.

Si deux mois après la déclaration de guerre, Kautsky écrivait dans la *Neue Zeit* que «jamais un gouvernement n'est aussi fort et jamais les partis ne sont aussi faibles qu'au début d'une guerre», ce n'était qu'un des exemples de la façon dont Kautsky falsifie la science historique. Jamais le gouvernement n'a autant besoin de l'entente entre tous les partis des classes dominantes et de la soumission «pacifique» des classes opprimées à cette domination que pendant la guerre. Ceci, en premier lieu. En second lieu, si «au début d'une guerre», surtout dans un pays qui attend une prompt victoire, le gouvernement *paraît* omnipotent, personne n'a jamais et nulle part au monde associé l'attente d'une situation révolutionnaire exclusivement au «début» d'une guerre et, à plus forte raison, n'a identifié l'«apparence» avec la *réalité*.

Que la guerre européenne serait plus dure que toutes les autres, tout le monde le savait, le voyait et le reconnaissait. L'expérience de la guerre le confirme toujours davantage. La guerre s'étend. Les assises politiques de l'Europe sont de plus en plus ébranlées. La détresse des masses est affreuse, et les efforts déployés par les gouvernements, la bourgeoisie et les opportunistes pour faire le silence autour de cette détresse échouent de plus en plus souvent. Les profits que certains groupes de capitalistes retirent de la guerre sont exorbitants, scandaleux. Les contradictions s'exacerbent au plus haut point.

La sourde indignation des masses, l'aspiration confuse des couches opprimées et ignorantes à une bonne petite paix («démocratique»), la «plèbe» qui commence à murmurer, — tout cela est un fait. Et plus la guerre se prolonge et s'aggrave, plus les gouvernements eux-mêmes développent et sont forcés de développer l'activité des masses, qu'ils appellent à une tension extraordinaire de leurs forces et à de nouveaux sacrifices. L'expérience de la guerre, comme aussi l'expérience de chaque crise dans l'histoire, de chaque grande calamité et de chaque tournant dans la vie de l'homme, abêtit et brise les uns, *mais par contre instruit et aguerrit les autres*, et, dans l'histoire mondiale, ces derniers, sauf quelques exemples isolés de décadence et de ruine de tel ou tel État, ont toujours été en fin de compte plus nombreux et plus forts que les premiers.

Non seulement la conclusion de la paix ne peut mettre fin «d'emblée» à toute cette détresse et à toute cette accentuation des contradictions, mais, au contraire, elle rendra sous bien des rapports cette détresse encore plus sensible et particulièrement évidente pour les masses les plus retardataires de la population.

En un mot, la situation révolutionnaire est un fait acquis dans la plupart des pays avancés et des grandes puissances d'Europe. Les états-majors généraux, les journaux des millionnaires, sont obligés de constater des symptômes de la situation révolutionnaire en Europe.

Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggraverait-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le

savoir. Seule l'*expérience* du progrès de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage de la classe avancée, du prolétariat, à l'action révolutionnaire le prouvera.

Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens.

Stimuler, «agiter» le peuple (et non l'endormir par le chauvinisme comme le font Plékhanov, Axelrod, Kautsky), «utiliser» la crise pour «*précipiter*» la chute du capitalisme ; s'inspirer des *exemples* de la Commune et d'octobre-décembre 1905. Ne pas accomplir ce devoir, voilà en quoi se traduit la trahison des partis actuels, leur mort politique, l'abdication de leur rôle, leur passage aux côtés de la bourgeoisie.

III

Essayons de caractériser les principales positions du social-chauvinisme, dont Plékhanov et Kautsky peuvent être considérés comme les tenants.

La plus primitive de toutes, peut-être, est la théorie de l'«instigateur». Nous avons été attaqués, nous nous défendons : les intérêts du prolétariat exigent qu'une résistance soit opposée aux perturbateurs de la paix européenne. C'est répéter les déclarations de tous les gouvernements et les déclamations de toute la presse bourgeoise du monde. Dans cette entreprise, Plékhanov a établi un record : les Allemands, eux-mêmes, dit-il, reconnaissent avant la guerre que l'Autriche et l'Allemagne étaient les instigateurs, — et pour lui la discussion est close. Plékhanov passe sous silence le fait que les socialistes russes ont maintes fois dénoncé les plans de conquête du tsarisme au sujet de la Galicie, de l'Arménie, etc. On ne voit pas chez lui la moindre tentative d'aborder l'histoire économique et diplomatique ne serait-ce que des trente dernières années ; or, cette histoire montre de façon irréfutable que c'est précisément la mainmise sur les colonies, le pillage des terres d'autrui, l'évincement et la ruine d'un concurrent plus heureux qui ont été le pivot central de la politique des *deux* groupes de puissances actuellement en guerre.

La thèse fondamentale de la dialectique, que Plékhanov déforme avec tant d'impudence, c'est que «*la guerre est un simple prolongement de la politique par d'autres moyens*» (plus précisément, par la violence). Telle est la formule de Clausewitz, l'un des plus grands historiens militaires. Et tel a toujours été le point de vue de Marx et d'Engels, qui considéraient *toute* guerre comme le *prolongement* de la politique des puissances — et des *diverses classes* à l'intérieur de ces dernières — qui s'y trouvaient intéressées à un moment donné.

Kautsky sanctifie le passage des socialistes de tous les pays aux côtés de «leurs» capitalistes par ce raisonnement :

«Tous ont le droit et le devoir de défendre leur patrie ; l'internationalisme véritable consiste à reconnaître ce droit aux socialistes de toutes les nations, y compris les nations en guerre avec la mienne...»

Ce raisonnement est une caricature vulgaire du socialisme. L'internationalisme véritable, voyez-vous, consiste à justifier le fait que les ouvriers français tirent sur les ouvriers allemands et ces derniers sur les ouvriers français, au nom de la «défense de la patrie» !

«Simplement» il y a des agresseurs et des agressés, on repousse «simplement» les «ennemis de la patrie» ! L'oppression exercée sur bien des nations, qui constituent plus de la moitié de la population du globe, par les peuples des grandes puissances impérialistes, la concurrence entre les bourgeoisies de ces pays pour le partage du butin, les efforts déployés par le capital pour diviser et écraser le mouvement ouvrier, tout cela a disparu d'emblée du champ visuel de Plékhanov et de Kautsky, bien qu'ils aient eux-mêmes, avant la guerre, décrit durant des dizaines d'années précisément cette «politique».

Autre théorie du social-chauvinisme : le socialisme se fonde sur le développement rapide du capitalisme ; la victoire de mon pays y accélérera l'évolution du capitalisme et, par conséquent, l'avènement du socialisme ; la défaite de mon pays retardera son essor économique et, par conséquent, l'avènement du socialisme. Cette doctrine de Strouvé, le «strouvisme», n'est pas seulement une tendance russe, mais aussi, comme en témoignent avec une évidence particulière les derniers événements, une tendance internationale des théoriciens de la bourgeoisie qui vise à tuer le marxisme «par la douceur», à l'embrasser pour mieux l'étouffer en feignant de reconnaître «tous» les aspects et éléments «réellement scientifiques» du marxisme, *sauf* son côté «agitation», «démagogie», «utopie blanquiste». En d'autres termes, tirer du marxisme tout ce qui est acceptable pour la bourgeoisie libérale, jusques et y compris la lutte pour les réformes, jusques et y compris la lutte des classes (sans la dictature du prolétariat), jusques et y compris la reconnaissance «générale» des «idéaux socialistes» et la substitution au capitalisme d'un «régime nouveau», et rejeter «seulement», l'âme vivante du marxisme, «seulement» son esprit révolutionnaire.

Le marxisme est la théorie du mouvement libérateur du prolétariat. On conçoit donc que les ouvriers conscients doivent prêter une très grande attention au processus de substitution du marxisme.

La période de l'impérialisme est celle du partage du monde entre les «grandes» nations privilégiées qui oppriment toutes les autres. Des miettes du butin provenant de ces privilèges et de cette oppression échoient, sans nul doute, à certaines couches de la petite bourgeoisie, ainsi qu'à l'aristocratie et à la bureaucratie de la classe ouvrière. Ces couches qui sont une infime minorité du prolétariat et des masses laborieuses, sont attirées vers le «strouvisme» parce que ce dernier leur offre une justification de leur alliance avec «leur» bourgeoisie nationale contre les masses opprimées de *toutes* les nations. Nous aurons à revenir sur ce point quand nous parlerons des causes de la faillite de l'Internationale.

IV

La théorie du social-chauvinisme la plus subtile, la plus habilement maquillée d'un semblant de science et d'internationalisme est celle de Kautsky.

Cette «théorie» se réduit au fait, et à ce fait *seulement*, que Kautsky justifie par *l'espoir* en une *nouvelle* ère pacifique du capitalisme le ralliement des partis social-démocrates officiels à la bourgeoisie et leur reniement de la tactique révolutionnaire (c'est-à-dire prolétarienne) au cours de la *présente période orangeuse*, en dépit des déclarations solennelles de la résolution de Bâle !

Rappelons-nous dans quelles conditions s'est effectué le passage de l'époque précédente, «pacifique», du capitalisme, à l'époque actuelle, impérialiste : la libre concurrence a cédé la place aux unions de capitalistes monopoleurs et le globe a été entièrement partagé. Il est clair que ces deux faits sont d'une importance réellement

mondiale : le commerce libre et la concurrence pacifique étaient possibles et nécessaires tant que le capital pouvait sans encombre étendre ses colonies et s'emparer en Afrique, etc., de terres inoccupées ; au surplus, la concentration du capital était encore faible, et il n'y avait pas encore d'entreprises monopolistes, c'est-à-dire assez considérables pour dominer l'ensemble d'une branche d'industrie donnée.

L'apparition et le développement de telles entreprises monopolistes rendent impossible l'ancienne libre concurrence et minent le terrain sous ses pas, tandis que le partage du globe oblige à passer de l'expansion pacifique à la lutte armée pour un nouveau partage des colonies et des sphères d'influence. Il est ridicule de penser que l'affaiblissement du protectionnisme dans deux pays puisse y changer quoi que ce soit.

Ensuite, prenons n'importe quelle firme mondiale «de canons» (ou plus généralement, produisant du matériel de guerre). L'interpénétration du capital financier est très grande ici et ne fait que progresser ; des capitalistes allemands «participent» aux affaires de la firme anglaise ; des firmes anglaises construisent des sous-marins pour l'Autriche, etc. Le capital internationalement entrelacé réalise d'excellentes affaires grâce aux armements et aux guerres. Conclure, du fait que les divers capitaux nationaux sont groupés et enchevêtrés en un tout international unique, à une tendance économique au désarmement, c'est substituer les pieux souhaits petits-bourgeois sur l'atténuation des contradictions de classe à leur aggravation réelle.

V

La petite bourgeoisie rêve d'une atténuation des contradictions et pérore à ce sujet en avançant cet «argument» que leur aggravation entraîne des «conséquences nuisibles». L'impérialisme, c'est la subordination de toutes les couches des classes possédantes au capital financier et le partage du monde entre cinq ou six «grandes» puissances, dont la plupart participent aujourd'hui à la guerre. Le partage du monde entre les grandes puissances signifie que toutes leurs couches possédantes ont intérêt à la possession de colonies et de sphères d'influence, à l'oppression de nations étrangères, aux postes plus ou moins lucratifs et aux privilèges conférés par le fait d'appartenir à une «grande» puissance et à une nation oppressive.

Il est impossible de vivre à l'ancienne mode, dans l'ambiance relativement calme, policée et paisible d'un capitalisme évoluant sans à-coups et s'étendant progressivement à de nouveaux pays, car une autre époque est arrivée. Le capital financier évince et évincera un pays donné du nombre des grandes puissances, lui enlèvera ses colonies et ses sphères d'influence (ainsi que menace de le faire l'Allemagne qui est partie en guerre contre l'Angleterre) ; il enlèvera à la petite bourgeoisie les privilèges et les revenus subsidiaires dont elle profite du fait d'appartenir à une «grande puissance». C'est ce que la guerre est en train de démontrer.

Et maintenant que la lutte armée pour les privilèges de grande puissance impérialiste est devenue un fait acquis, Kautsky entreprend d'exhorter les capitalistes et la petite bourgeoisie, disant que la guerre est une chose horrible, tandis que le désarmement est une bonne chose. Le capital gagne à la banqueroute du capitaliste concurrent et de la nation concurrente, en se concentrant encore davantage ; aussi, plus est exacerbée et «serrée» la concurrence économique, c'est-à-dire la poussée économique vers la faillite, et plus forte est la tendance des capitalistes à y joindre la poussée militaire pour hâter la banqueroute du rival. Moins il reste de pays où l'on peut exporter du capital aussi avantageusement que dans les colonies et les États dépendants, tels que la Turquie, — car dans ces cas-là le financier prélève un bénéfice triple par

rapport à l'exportation du capital dans un pays libre, indépendant et civilisé comme les États-Unis d'Amérique — et *plus acharnée* est la lutte pour l'asservissement et le partage de la Turquie, de la Chine, etc.

Or, Kautsky transforme tout cela en une plate «morale» : pas la peine, dit-il, de trop s'échauffer, à plus forte raison de se faire la guerre pour le partage de la Turquie ou la conquête des Indes, car, «de toute façon, ce n'est pas pour longtemps», et puis il vaudrait mieux développer le capitalisme d'une manière pacifique... Naturellement, il vaudrait mieux développer le capitalisme et étendre le marché par une augmentation des salaires : c'est parfaitement «concevable», et exhorter les financiers dans ce sens est un thème tout indiqué pour le sermon d'un prêtre...

Kautsky a «corrigé» à merveille cette histoire déraisonnable ; il a «démonstré» que les Anglais n'avaient nullement besoin de prendre l'Égypte aux Français et que les financiers allemands n'avaient décidément pas intérêt à commencer la guerre, à organiser la campagne de Turquie et à recourir à d'autres mesures pour chasser les Anglais d'Égypte ! Tout cela n'est qu'un malentendu, sans plus !

Kautsky a prostitué le marxisme et s'est transformé en un véritable prédicateur. Le prédicateur *exhorte* les capitalistes à passer à la démocratie pacifique. Le prêtre *console* les masses opprimées ! A ceux qui défendaient la religion par cet argument qu'elle console l'homme, Feuerbach indiquait avec raison le sens réactionnaire des consolations ; quiconque, disait-il, console l'esclave au lieu de le pousser à se révolter contre l'esclavage ne fait qu'aider les esclavagistes.

Toutes les classes oppressives ont besoin, pour sauvegarder leur domination, de deux fonctions sociales : celle du bourreau et celle du prêtre. Le bourreau doit réprimer la protestation et la révolte des opprimés. Le prêtre doit consoler les opprimés, leur tracer les perspectives d'un adoucissement des malheurs et des sacrifices avec le maintien de la domination de classe et, par là même, leur faire accepter cette domination, les détourner de l'action révolutionnaire, chercher à abattre leur état d'esprit révolutionnaire et à briser leur énergie révolutionnaire.

Admettons un instant que, demain, une centaine des plus gros financiers du monde, dont les intérêts «s'interpénètrent» dans des centaines d'entreprises géantes, *promettent* aux peuples de s'affirmer pour le désarmement après la guerre. Même alors, ce serait trahir formellement le prolétariat que de lui déconseiller l'action révolutionnaire, sans laquelle toutes les promesses, toutes les heureuses perspectives ne sont qu'un mirage.

La guerre a apporté à la classe des capitalistes non seulement des bénéfiques fabuleux et de magnifiques perspectives de nouveaux pillages (Turquie, Chine, etc.), de nouvelles commandes se chiffrant par milliards, de nouveaux emprunts avec des taux d'intérêts majorés. Plus encore. Elle a apporté à la classe des capitalistes des avantages politiques bien supérieurs en divisant et en corrompant le prolétariat. Kautsky aide à cette corruption.

VI

Kautsky affirmait que la guerre «est tout de même, en dernière analyse, impérialiste». Maintenant, il apporte une nouvelle réserve : elle n'est pas *purement* impérialiste. Mais qu'est-elle donc alors ?

Il se trouve qu'elle est encore nationale !

L'élément national dans la guerre actuelle est représenté *seulement* par la guerre de la Serbie contre l'Autriche. C'est seulement en Serbie et parmi les Serbes qu'il existe

un mouvement de libération nationale datant de longues années, embrassant des millions d'individus parmi les «masses populaires», et dont le «prolongement» est la guerre de la Serbie contre l'Autriche. Si cette guerre était isolée, c'est-à-dire si elle n'était pas liée à la guerre européenne générale, aux visées égoïstes et spoliatrices de l'Angleterre, de la Russie, etc., tous les socialistes seraient *tenus* de souhaiter le succès de la *bourgeoisie* serbe — c'est là la seule conclusion juste et absolument nécessaire que l'on doit tirer du caractère national dans la guerre actuelle.

La dialectique de Marx, dernier mot de la méthode évolutionniste scientifique, interdit justement l'examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et déformé, de l'objet étudié. Le facteur national dans la guerre serbo-autrichienne n'a et ne peut avoir *aucune* importance sérieuse dans la guerre européenne générale. Pour 99 pour cent, la guerre est le prolongement de la politique de la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire caduque, capable de dépraver les nations, mais non de les affranchir.

Ni dans la nature, ni dans la société, les phénomènes *n'existent* et ne peuvent exister à l'état «pur» : c'est précisément ce que nous enseigne la dialectique de Marx, selon laquelle la notion même de pureté comporte un caractère unilatéral et étroit, empêche la connaissance humaine d'atteindre l'objet pleinement, dans toute sa complexité. Il n'y a et il ne peut y avoir au monde de capitalisme à l'état «pur», car celui-ci est toujours *additionné* d'éléments féodaux, petits-bourgeois, ou d'autre chose encore.

C'est pourquoi rappeler que la guerre n'est pas «purement» impérialiste, alors que les impérialistes mystifient scandaleusement les «masses populaires» en camouflant notoirement leurs visées de brigandage pur et simple par une phraséologie «nationale», c'est être un pédant infiniment obtus, ou un manoeuvrier et un tricheur. Nul doute que la réalité ne soit infiniment variée, c'est la plus pure vérité ! Mais il n'est pas douteux non plus qu'au sein de cette infinie variété se dessinent deux courants fondamentaux et essentiels : le contenu objectif de la guerre est le «prolongement de la politique» de l'impérialisme, c'est-à-dire du pillage des autres nations par la bourgeoisie déclinante des «grandes puissances» (et par les gouvernements de ces dernières).

Nous avons déjà examiné le vieux sophisme de Kautsky, auquel il revient sans cesse, et qui consiste à prétendre que, selon les social-démocrates «de gauche», l'alternative posée «au commencement de la guerre» était la suivante : impérialisme ou socialisme. Kautsky déforme cyniquement la vérité, car il sait parfaitement que les gauches ont posé une *autre* alternative : ou bien le ralliement du parti au pillage et à la mystification impérialistes, ou bien la propagande et la préparation d'actions révolutionnaires. Kautsky sait également que *seule* la censure le protège contre la dénonciation par les «gauches» d'Allemagne de sa fable absurde qu'il répand par servilité.

En ce qui concerne les rapports entre les «masses prolétariennes» et la «poignée de parlementaires», Kautsky reprend :

«Mais qui osera affirmer que 4 millions de prolétaires allemands conscients peuvent, sur la simple injonction d'une poignée de parlementaires, faire en 24 heures demi-tour à droite et prendre le contrepied de leurs objectifs antérieurs ? Si cela était exact, cela témoignerait, certes, d'une terrible faillite non seulement de notre parti, mais aussi de la *masse* (souligné par Kautsky). Si cette masse était un troupeau de moutons à tel point dépourvus de caractère, il ne nous resterait plus qu'à nous laisser enterrer».

Avec toute sa compétence, Karl Kautsky s'est déjà enterré lui-même, du point de vue politique et scientifique, par sa conduite et par son choix de pitoyables subterfuges. Quiconque ne le comprend pas, ou tout au moins ne le sent pas, est perdu pour le socialisme ; et c'est pourquoi Mehring, Rosa Luxembourg et leurs partisans ont pris le seul ton juste dans *l'Internationale*, en traitant Kautsky et consorts comme les individus les plus méprisables.

Pensez donc : en ce qui concerne l'attitude à l'égard de la guerre, *seule* une «poignée de parlementaires» (ils ont voté en toute liberté, protégés par le règlement ; ils pouvaient parfaitement voter contre ; même en Russie, on n'a été ni frappé, ni molesté, ni même arrêté pour autant), une poignée de fonctionnaires, de journalistes, etc., a *pu* se prononcer avec quelque liberté. (C'est-à-dire sans être immédiatement arrêtés et conduits à la caserne, sans courir le risque d'être immédiatement passés par les armes.)

Aujourd'hui, Kautsky rejette noblement sur les *masses* la trahison et la veulerie de cette *couche* sociale ! La règle première et fondamentale de la recherche scientifique en général, et de la dialectique marxiste en particulier, est d'examiner la *liaison* entre la lutte actuelle des *tendances* au sein du socialisme — de la tendance qui dénonce à grands cris la trahison et sonne le tocsin à son sujet, et de celle qui ne voit pas la trahison — et la lutte qui s'est poursuivie antérieurement pendant des *dizaines d'années*.

«...Une masse de quatre millions de personnes, sur la simple injonction d'une poignée de parlementaires, a fait demi-tour à droite...»

Chacun de ces mots est une contre-vérité. L'organisation du parti, chez les Allemands, comptait non pas quatre, mais un million d'adhérents, et la volonté commune de cette organisation des masses (comme de toute organisation) était exprimée *seulement* par son centre politique unique, par la «poignée» qui a trahi le socialisme. Cette poignée a été consultée, invitée à voter ; elle a pu voter, écrire des articles, etc. Quant aux masses, elles n'ont pas été consultées.

Non seulement on ne leur a pas permis de voter, mais on les a divisées et talonnées, «*sur l'injonction*» non pas d'une poignée de parlementaires, mais des autorités militaires. L'organisation militaire était là ; *chez elle*, pas de trahison de chefs, elle appelait la «masse» *un par un*, en posant cet ultimatum : ou tu iras à l'armée (sur le conseil de tes chefs), ou tu seras fusillé. La masse ne pouvait agir de façon organisée, puisque son organisation à elle, qui existait déjà, avait trahi la masse, et que pour créer une organisation *nouvelle*, il faut du temps, il faut avoir la résolution de jeter à la poubelle la vieille organisation pourrie, périmée.

La lutte contre l'organisation militaire puissante, terroriste, des États centralisés est chose difficile et de longue haleine. Les masses *ne pouvaient* rien faire devant la trahison de leurs chefs au moment critique ; tandis que les «poignées» de ces chefs *pouvaient parfaitement* et devaient voter contre les crédits, se prononcer contre la «paix civile» et la justification de la guerre, se déclarer pour la défaite de *leurs* gouvernements, créer un appareil international pour préconiser la fraternisation dans les tranchées, organiser une presse illégale préconisant la nécessité de passer aux actions révolutionnaires, etc.

VII

La question scientifique et politique capitale que Kautsky élude délibérément par toutes sortes de stratagèmes, procurant ainsi un immense plaisir aux opportunistes,

est de savoir comment les représentants les plus en vue de la IIe Internationale *ont pu* trahir le socialisme.

1) D'où provient le social-chauvinisme ? 2) Qu'est-ce qui lui a donné sa force ? 3) Comment le combattre ? Seule cette façon de poser le problème est sérieuse, tandis que le recours aux arguments «de personnes» n'est en pratique qu'une simple échappatoire.

Pour répondre à la première question il faut voir si le contenu idéologique et politique du social-chauvinisme n'est pas *en liaison* avec quelque ancien courant du socialisme.

Par social-chauvinisme nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste actuelle, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de «leurs» pays respectifs dans cette guerre, le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre «leur» bourgeoisie, etc.

Il est tout à fait évident que le contenu idéologique et politique essentiel du social-chauvinisme concorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est *un seul et même* courant. Le principal, dans l'opportunisme, c'est l'idée de la collaboration des classes.

L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les «embourgeoisait», leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère.

La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les *privilèges* des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de «couche supérieure», de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois.

Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance des couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de «leur» capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la IIe Internationale (1889-1914), *correspond* dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes.

En Allemagne, les idées de l'internationalisme sont soutenues par l'extrême-gauche. Le principal noyau des internationalistes en Russie est constitué par la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, en tant que représentant des ouvriers d'avant-garde qui reconstituèrent le Parti en janvier 1912.

Ce qui a donné aux opportunistes et aux chauvins une force gigantesque, c'est *leur alliance* avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux.

La voix de Südekum est propagée par la presse bourgeoise dont les journaux tirent à des millions d'exemplaires (de même que la voix de Vandervelde, de Sembat, de Plékhanov), tandis qu'*on ne peut pas* entendre la voix de ses adversaires dans la presse légale, étant donné l'existence ici-bas de la censure militaire !

Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bétise, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité.

L'opportunisme est le fruit de la légalité. Les partis ouvriers de l'époque 1889-1914 devaient utiliser la légalité bourgeoise. Quand la crise éclata, il fallait passer à l'action illégale (or, il est impossible d'effectuer ce passage autrement qu'avec l'énergie et la résolution les plus grandes, combinées à toute une série de ruses de guerre). Pour empêcher cette transition, il suffit d'*un seul* Südekum, car tout le «vieux monde», pour emprunter le langage historico-philosophique, est pour lui, — car Südekum a toujours livré et livrera toujours à la bourgeoisie tous les plans de guerre de son ennemi de classe, pour emprunter le langage politique pratique.

C'est un fait que tout le parti social-démocrate allemand (ceci est vrai également pour les Français *et les autres*) fait *uniquement* ce qui est agréable à Südekum, ou ce qui peut être toléré par Südekum. Rien d'autre *ne peut* se faire légalement. Tout ce qui se fait d'*honnête*, de véritablement socialiste, dans le parti social-démocrate allemand, se fait *contre ses centres, par-dessus la tête* de son Comité central et de son organe central, *en violant* la discipline d'organisation, en agissant *fractionnellement* au nom de nouveaux centres anonymes d'un nouveau parti, de même qu'est anonyme, par exemple, l'appel des «gauches» allemands publié dans la *Berner Tagwacht* du 31 mai dernier. En fait, on voit croître, s'affermir, s'organiser un *nouveau* parti réellement ouvrier, réellement social-démocrate révolutionnaire, autre que le parti caduc, pourri, national-libéral, de Legien-Südekum-Kautsky.

Les opportunistes (et la bourgeoisie) ont besoin, très précisément, du parti actuel, *réunissant* l'aile droite et l'aile gauche, et officiellement représenté par Kautsky, qui saura concilier n'importe quoi avec des phrases coulantes et «absolument marxistes». Socialisme et esprit révolutionnaire en paroles pour le peuple, pour les masses, pour les ouvriers ; südekumisme en fait, c'est-à-dire ralliement à la bourgeoisie, au moment de toute crise sérieuse. Nous disons de *toute* crise, car c'est non seulement à l'occasion d'une guerre, mais encore lors de toute grève politique importante, que l'Allemagne «féodale» aussi bien que l'Angleterre ou la France, «terres de Parlement et de liberté», proclameront *immédiatement* la loi martiale sous telle ou telle appellation. Quiconque est sain d'esprit ne saurait en douter.

Comment combattre le social-chauvinisme ? Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mûri, devenu à tel point vigoureux et impudent pendant la longue époque du capitalisme relativement «pacifique», à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on *ne saurait* tolérer l'existence d'un *pareil courant au sein* des partis ouvriers social-démocrates.

Si l'on peut encore s'accommoder de minces et faibles semelles quand on marche sur les trottoirs civilisés d'une petite ville provinciale, il est impossible de se passer de grosses semelles cloutées quand on va dans la montagne. Le socialisme en Europe est sorti du stade relativement pacifique et limité au cadre national étroit. Avec la guerre de 1914, il est entré dans le stade des actions révolutionnaires, et la rupture complète avec l'opportunisme, l'expulsion de ce dernier du sein des partis ouvriers, sont incontestablement à l'ordre du jour.

Naturellement, de cette définition des tâches que la nouvelle époque du développement mondial du socialisme assigne à ce dernier, on ne saurait encore déduire directement avec quelle rapidité et sous quelles formes précises les partis ouvriers social-démocrates révolutionnaires se sépareront, dans chaque pays, des partis

opportunistes petits-bourgeois. Mais de là se dégage la nécessité de prendre nettement conscience que cette séparation est inéluctable et d'orienter dans ce sens toute la politique des partis ouvriers.

La guerre de 1914 marque un si grand tournant dans l'histoire que l'attitude envers l'opportunisme *ne peut* rester ce qu'elle était autrefois. On ne saurait effacer le passé ; on ne peut rayer ni de la conscience des ouvriers, ni de l'expérience de la bourgeoisie, ni des acquisitions politiques de notre époque en général, le fait que les opportunistes se sont révélés, au moment de la crise, le noyau des éléments qui, au sein des partis ouvriers, sont passés du côté de la bourgeoisie.

L'opportunisme, pour parler à l'échelle européenne, était pour ainsi dire à l'état juvénile avant la guerre. La guerre une fois déclenchée, il est devenu complètement adulte et on ne peut plus lui rendre son «innocence» et sa jeunesse. On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui *s'est intégrée* à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et «adapter» à ses vues.

Impossible de faire tourner à rebours ni d'arrêter la roue de l'histoire : on peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire, légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme, à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent *ne pas* se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament «la lutte pour le pouvoir», la lutte pour le renversement de la bourgeoisie.

VIII

Les organisations légales de masse de la classe ouvrière sont peut-être la caractéristique la plus importante des partis socialistes de l'époque de la IIe Internationale. C'est dans le parti allemand qu'elles étaient les plus fortes, et c'est là que la guerre de 1914 a marqué le tournant le plus aigu, a posé la question de la façon la plus tranchée.

Il est clair que le passage aux actions révolutionnaires signifiait la dissolution des organisations légales par la police ; et le vieux parti, de Legien à Kautsky inclus, a sacrifié les buts révolutionnaires du prolétariat au maintien des organisations légales actuelles. On aura beau le nier, le fait est là. On a vendu le droit du prolétariat à la révolution en échange du plat de lentilles des organisations autorisées par l'actuelle loi policière.

Prenez la brochure de Karl Legien, chef des syndicats social-démocrates d'Allemagne :

«Si la fraction social-démocrate avait fait son devoir le 4 août, il est probable que la forme extérieure de l'organisation aurait été détruite, mais l'esprit en serait resté, celui qui animait le Parti à l'époque de la loi d'exception contre les socialistes et l'a aidé à surmonter toutes les difficultés».

La brochure de Legien nous apprend que les «chefs» qu'il avait réunis pour leur faire son rapport et qui se qualifient de dirigeants, de fonctionnaires syndicaux, *riaient aux éclats* en l'écoutant. Ils trouvaient *risible* que l'on pût et que l'on dût créer, au moment de la crise, des organisations révolutionnaires illégales.

Tableau édifiant. Ces gens sont corrompus et abêtis par la légalité bourgeoise au point qu'ils ne peuvent même pas *comprendre* l'idée de la nécessité d'*autres* organisations, *illégales*, pour assurer la direction de la lutte révolutionnaire. Ces gens en sont arrivés à s'imaginer que les syndicats légaux, existant sur autorisation de la police, sont une limite à ne pas dépasser ; que l'on peut concevoir, en général, le *maintien* de tels syndicats à une époque de crise en tant que syndicats *dirigeants* ! Ces petits bourgeois consciencieux se sont trouvés être des traîtres, des félon, des *étrangleurs* de l'énergie révolutionnaire des masses. Et ce n'est point l'effet du hasard.

Passer à l'organisation révolutionnaire est une nécessité ; la nouvelle situation historique l'exige, l'époque des actions révolutionnaires du prolétariat en fait une obligation ; mais ce passage ne peut s'effectuer que *par-dessus la tête* des vieux chefs, *étrangleurs* de l'énergie révolutionnaire, *par-dessus la tête* du vieux parti, *en le détruisant*.

Prenons l'armée moderne. Voilà un bon exemple d'organisation. Et cette organisation n'est bonne que parce qu'elle est *souple* et sait en même temps donner à des millions d'hommes une *volonté unique*. Aujourd'hui, ces millions d'hommes sont chez eux, aux quatre coins du pays. Demain, arrive l'ordre de mobilisation, et ils se rassemblent au point de ralliement. Aujourd'hui, ils sont dans les tranchées, parfois pendant des mois. Demain, groupés différemment, ils vont à l'assaut. Aujourd'hui, ils font des merveilles en s'abritant contre les balles et les schrapnells. Demain, ils font des merveilles en combattant à découvert. Oui, c'est ce qui s'appelle de l'organisation, quand, au nom d'un même but, animés d'une même volonté, des millions d'hommes changent la forme de leurs relations et de leur action, changent le lieu où s'applique et la façon dont s'exerce leur activité, changent leurs instruments et leurs armes suivant les circonstances et suivant les besoins de la lutte.

Il en est de même pour la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Aujourd'hui, la situation n'est pas révolutionnaire, il n'y a pas de conditions pour une effervescence parmi les masses, pour l'intensification de leur activité ; aujourd'hui, on te met dans les mains un bulletin de vote, — prends-le, sache t'organiser pour en frapper tes ennemis, et non pour envoyer au Parlement, à de bonnes petites places, des hommes qui s'accrochent à leur fauteuil par peur de la prison.

Demain, on te retire ton bulletin de vote, on te met entre les mains un fusil et un magnifique canon à tir rapide, équipé selon le dernier mot de la technique, — prends ces engins de mort et de destruction, n'écoute pas les pleurnicheurs sentimentaux qui redoutent la guerre. Il reste de par le monde trop de choses qui *doivent* être anéanties par le fer et par le feu pour l'affranchissement de la classe ouvrière.

Et si la colère et le désespoir grandissent dans les masses, s'il se crée une situation révolutionnaire, prépare-toi à fonder de nouvelles organisations, et à *mettre en action* ces si utiles engins de mort et de destruction *contre ton* gouvernement et *ta* bourgeoisie.

Certes, cela n'est pas facile. Cela nécessitera des actions préparatoires ardues. Cela nécessitera de lourds sacrifices. C'est une *nouvelle* forme d'organisation et de lutte qu'il *faut* aussi *apprendre* ; et la science ne s'acquiert pas sans erreurs et sans défaites. Cet aspect de la lutte de classe est, à la participation aux élections, ce que l'assaut est aux manœuvres, aux marches ou au séjour dans les tranchées. Dans l'histoire, cet aspect de la lutte s'inscrit *très rarement* à l'ordre du jour ; par contre, son importance et ses conséquences portent sur des dizaines d'années. Les *jours* où l'on peut et où l'on doit inscrire à son programme de *telles* méthodes de lutte équivalent à des *vingtaines d'années* d'autres époques historiques.

Kautsky a *voilé* cette simple vérité que les partis grands et forts *ont eu peur* de voir leurs organisations dissoutes, leurs caisses saisies et leurs chefs arrêtés par le gouvernement. C'est dire que Kautsky justifie la trahison du socialisme en évoquant les désagréables «conséquences pratiques» de la tactique révolutionnaire. N'est-ce pas là prostituer le marxisme ?

«On nous aurait arrêtés ! » a déclaré, dit-on, lors d'une réunion ouvrière à Berlin, l'un des députés social-démocrates qui ont voté les crédits de guerre le 4 août. Et les ouvriers de lui crier en réponse : «Eh bien, quel mal y aurait-il eu à cela ? »

S'il n'était point d'autre *signal* pour insuffler aux masses ouvrières d'Allemagne *et de France* l'état d'esprit révolutionnaire et l'idée qu'il est nécessaire de préparer des actions révolutionnaires, l'arrestation d'un député pour un discours hardi aurait joué un rôle utile, comme un appel au *ralliement* des prolétaires de divers pays en vue du travail révolutionnaire. Un tel ralliement *n'est pas aisé* : à plus forte raison les députés, placés au sommet et ayant une vue d'ensemble de la politique, étaient-ils tenus d'en *prendre l'initiative*.

Non seulement pendant la guerre, mais incontestablement, lors de toute aggravation de la situation politique, sans parler d'actions révolutionnaires quelconques des masses, le gouvernement du pays bourgeois le *plus libre* menacera toujours de dissoudre les organisations légales, de saisir les caisses, d'arrêter les chefs, et de toutes autres «conséquences pratiques» de cet ordre.

Pour un socialiste, il ne saurait y avoir qu'une seule conclusion : le pur légalisme, le légalisme sans plus des partis «européens» a fait son temps. Il est nécessaire de le compléter par la création d'une base illégale, d'une organisation illégale, d'un travail illégal, sans abandonner pour autant une seule position légale. *Comment* procéder au juste, c'est ce que montrera l'expérience, pourvu qu'on ait le désir de s'engager dans cette voie, pourvu qu'on ait conscience de sa nécessité. Les social-démocrates révolutionnaires de Russie ont montré en 1912-1914 que ce problème peut être résolu. Le député ouvrier Mouranov, qui s'est mieux conduit que les autres devant le tribunal et a été déporté par le tsarisme en Sibérie, a montré nettement qu'outre le parlementarisme *ministrable*, il existe aussi un parlementarisme *illégal* et *révolutionnaire*.

IX

Concluons.

Dans certains pays d'Europe, nous observons au cours de cette période une scission du mouvement ouvrier et socialiste, scission qui se produit dans l'ensemble, selon qu'on répudie ou non la ligne opportuniste (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie, Russie) ; dans d'autres pays se déroule une lutte longue et opiniâtre de courants autour du même problème (Allemagne, France, Belgique, Suède, Suisse).

La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie.

Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à «sa» nation la situation de «grande puissance».

Les masses prolétariennes, dont les anciens chefs sont, probablement dans la proportion de 9 sur 10, passés à la bourgeoisie, se sont trouvées divisées et impuissantes devant le déchaînement du chauvinisme, devant l'oppression des lois martiales et de la censure militaire. Mais la situation révolutionnaire objective créée par la guerre, et qui va se développant en largeur et en profondeur, engendre infailliblement un état d'esprit révolutionnaire, aguerrit et instruit les meilleurs et les plus conscients des prolétaires. Il est possible et il devient de plus en plus probable qu'un changement rapide se produise dans l'état d'esprit des masses semblable à celui dans la Russie du début de 1905, lorsque, en quelques mois, voire en quelques semaines, les couches prolétariennes arriérées ont constitué une armée, forte de millions de combattants, qui a suivi l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se déploiera juste au lendemain de *cette* guerre, pendant son déroulement, etc., mais, en tout cas, *seul* le travail accompli dans ce sens mérite d'être qualifié de socialiste. Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir étroitement ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de la guerre civile.

En Russie, le parti prolétarien s'est formé au cours d'une longue lutte contre les diverses variétés d'opportunisme. Tout au long d'une période d'environ vingt ans (1894-1914), la lutte s'est poursuivie entre les courants révolutionnaires prolétariens et les courants opportunistes petits-bourgeois.

Le type «européen» de développement, où certaines couches de la petite bourgeoisie, les intellectuels surtout, et une fraction insignifiante de l'aristocratie ouvrière, peuvent «jouir» des privilèges que confère à «leur» nation sa situation de «grande puissance», ne pouvait manquer d'exercer ses effets également en Russie.

La classe ouvrière et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie sont préparés par toute leur histoire à appliquer une tactique «internationaliste», c'est-à-dire authentiquement et systématiquement révolutionnaire.

*Écrit dans la deuxième quinzaine de
mai-première quinzaine de juin 1915 dans la
revue «Le Communiste», n°1-2
Signé : N. Lénine*

*V. Lénine, Œuvres, Paris-
Moscou, t.21, pp.207-266*